

ARRÊTE PRÉFECTORAL
portant mise en demeure à l'encontre de la société
IBE TEXTILES COLORS située à Beaumont-Les-Valence

La Préfète de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment son livre I, articles L.171-6 et L.171-8 et son livre V ;

Vu l'article R.511-9 du Code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les rubriques 2330 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°3035 du 17 juin 1996 autorisant la société IBE TEXTILES COLORS à exploiter ses installations ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°26-2022-05-31-00002 du 31 mai 2022 portant restriction provisoire de certains usages de l'eau dans le bassin versant avec un niveau de restriction correspondant à « l'alerte renforcée ».

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes en date du 5 juillet 2022 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à l'attention du pétitionnaire le 13 juillet 2022 et sa réponse le 18 juillet 2022 ;

Considérant que dans son rapport du 8 juillet 2022 susvisé, l'inspection des installations classées constate le non-respect des dispositions de l'arrêté sécheresse n°26-2022-05-31-00002 du 31 mai 2022 ;

Considérant le stress hydrique sur la zone sur laquelle est implantée la société IBE TEXTILES COLORS ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, et sans préjudice des autres législations opposables, de mettre en demeure la société IBE TEXTILES COLORS de respecter les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 31 mai 22 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La société IBE TEXTILES COLORS, située 4, route de Valence – BEAUMONT LES VALENCE, est mise en demeure, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n°26-2022-04-15-00003 du 15 avril 2022 soit d'appliquer une diminution de la consommation en eau de 40 %.

Article 2 :

La société IBE TEXTILES COLORS, située 4, route de Valence – BEAUMONT LES VALENCE, est mise en demeure, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 juin 1996, article 4.8.1 relatif à la prévention des pollutions accidentelles soit de prendre toutes les dispositions appropriées pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.

Article 3 :

La société IBE TEXTILES COLORS, située 4, route de Valence - BEAUMONT LES VALENCE, est mise en demeure, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2008, annexe 1 qui fixe les valeurs limites d'émission dans l'eau.

Article 4 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1^{er} du présent arrêté dans le délai imposé, il pourra être fait application des dispositions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant, à savoir :

1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° ci-avant sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 5 :

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 6 :

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme (www.drome.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 :

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société IBE TEXTILES COLORS.

Fait à Valence, le 1^{er} août 2022

La préfète, par délégation
La Secrétaire Générale

Marie ARGOUARC'H